Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/1452>

DOI : 10.4000/lha.1452

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 5-6

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Jean-Michel Leniaud, « Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 38 | 2019, mis en ligne le 02 janvier 2021, consulté le 05 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lha/1452> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lha.1452>

« NOIR SUR BLANC »

Un voyage récent en Roumanie (Alba Iulia, Cluj et Oradea) faisant suite à un court séjour en Hongrie au printemps 2019 éclaire une fois de plus l'esprit critique sur les raisons pour lesquelles la restauration des monuments anciens avance à une telle allure dans ces pays d'Europe centrale. Ce n'est pas tant qu'ils disposent d'une main-d'œuvre qualifiée en plus grand nombre qu'en France, mais en raison du fait que beaucoup de règles administratives sont différentes. L'État, en particulier, n'assure qu'en de rares occasions la maîtrise d'ouvrage des chantiers : palais épiscopaux, cathédrales, temples, synagogues, par exemple, sont restaurés sous la direction des autorités religieuses, évêques et consistoires, à l'aide d'argent public ou privé. De ce fait, le fourmillement des procédures est simplifié et l'architecte se trouve investi de responsabilités beaucoup plus directes car la cellule administrative de maîtrise d'ouvrage qui entoure le propriétaire religieux est réduite à peu de personnes, sinon à rien. La rapide, et remarquable restauration, des immeubles Sécession d'Oradea montre combien les interventions sur le patrimoine du secteur privé bénéficient des mêmes avantages.

Il est clair aussi que d'innombrables, tatillonnes et coûteuses règles de sécurité dans l'organisation des chantiers, la conception des échafaudages, en particulier, sans parler de l'absurde question du plomb, n'y sont pas de mise : les ressources sont consacrées à la restauration proprement dite, et non à l'installation d'ascenseurs inutiles, de pédiluves dignes des centrales nucléaires, d'échelles et de sapines si denses qu'elles iraient jusqu'à empêcher d'intervenir sur les façades de l'édifice à restaurer.

Au total, peu de main-d'œuvre administrative, organisation du chantier conçue à l'économie : tels sont les secrets les plus visibles d'une efficacité dont nous n'avons pas idée en France tellement nous nous sommes persuadés d'être les meilleurs alors que nous sommes probablement les plus compliqués, les plus lents et les plus coûteux. Je renvoie le lecteur intéressé à mon article paru le 14 septembre 2018 dans *Le Figaro* et disponible sous le lien suivant : <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2018/09/14/31001-20180914ARTFIG00311-pourquoi-et-comment-sauver-notre-patrimoine.php>

Si on se reporte au cas de Notre-Dame et de son désolant spectacle, une question première se pose : pourquoi fallait-il un échafaudage aussi foisonnant pour atteindre la flèche ? Les travaux conduits il y a peu d'années sur le dôme du Panthéon sous la maîtrise d'ouvrage du centre des monuments nationaux avaient été réalisés à partir d'une spectaculaire structure faite de quatre poteaux portant au niveau du faitage le dispositif qui permettait de travailler à l'extrados du dôme en

plomb. Pourquoi a-t-on adopté à Notre-Dame l'amoncellement archaïque de tubes dont il reste les ruines. On s'apprête, paraît-il, à en rajouter de façon à atteindre les éléments soudés entre eux par l'incendie : faut-il s'attendre au pire ? Deuxième question : pourquoi a-t-il fallu au moment où l'on a descendu les statues d'apôtres des prescriptions aussi spectaculaires pour se défendre de la pollution par le plomb ? On sait que depuis, ces prescriptions se sont considérablement aggravées... Il ne semble pas qu'à l'époque, le chantier du Panthéon ait été entravé par de pareilles contraintes alors que les risques étaient de nature identique.

Une troisième question concerne le planning du chantier. D'habitude, les travaux commencent par l'extérieur et s'arrêtent quand l'argent fait défaut, si bien que l'intérieur n'est restauré qu'en partie. Dans cette hypothèse, ils évoluent de deux façons possibles mais alternatives, soit par tranches horizontales, soit par tranches verticales. Le plus habituel est de procéder travée par travée, à raison d'une année par travée : on comprend ainsi pourquoi les chantiers durent aussi longtemps ! Satisfaire à la consigne présidentielle d'en finir le plus tôt possible, c'est-à-dire dans le délai de cinq ans qui a été annoncé, suppose d'inventer un nouveau mode opératoire.

Signalons ceci : la reconstruction de la charpente et de la couverture va soulever d'effrayantes difficultés rhétoriques comme d'habitude : sur la manière de construire la charpente et, plus encore, sur le matériau qu'on emploiera pour la couverture. Le plomb qu'on employait sans sourciller le moins du monde dans le Paris des dernières années va susciter des querelles aiguës suscitées par ceux qui y ont intérêt. Soyons certains que tout sera fait pour empêcher le retour du plomb coulé au sable, c'est-à-dire la seule solution archéologiquement valable et que beaucoup d'énergie sera employée à cette fin.

Dans ces conditions, en attendant que l'hystérie plombophobe se calme, il faut que les efforts soient reportés sur l'intérieur. Le couvrement provisoire permet de le faire et la reconstitution de la voûte n'a rien d'urgent puisque nombre de maîtres d'œuvre médiévaux la réalisaient en dernier. Dépolluons donc l'intérieur, restaurons l'orgue, remplaçons les vitraux, reconstruisons le chœur liturgique, nettoyons les stalles, le Vœu de Louis XIII et les peintures des chapelles absidiales. Bref, ouvrons à nouveau la cathédrale au culte ainsi qu'au tourisme sacré : le tout peut se réaliser en peu d'années. En même temps, ou ensuite, peut venir le temps des maçonneries extérieures, des charpentes et de la couverture.

De la sorte, on pourra être certain que, pour une fois, l'intérieur du monument n'aura pas été sacrifié au profit de l'insatiable chantier des structures extérieures.

À suivre...

J.-M. L.